

rouge et noir

105

mensuel

prix : 3,50 f

juin - juillet 1979

journal d'information de la maison de la culture de grenoble



rouge ^{et} ₁₀₅ noir

journal d'information
de la maison de la culture

Directeur de la publication :
Henry Lhong

Rédacteur en chef :
Jacques Laemlé

Secrétaire de rédaction :
Marie-Françoise Sémenou

Secrétariat :
Nicole Chevron

Comité de rédaction :
Jean-Pierre Bailly
Jean-Yves Bertholet
Philippe de Boissy
Patrick Brunel
Bernard Cadot
Jean-François Héron
Paule Juillard
Dominique Labbé
Yann Pavie
Roger Rolland

Ont également collaboré à ce numéro :
Jean-Luc Girardet
Dominique Wallon

Page de couverture,
Interprétation d'un essai d'affiche
réalisé pendant le stage animé
par Grapus.

Mise en page : Albert Peters

Imprimerie Eymond, Grenoble
Dépôt légal :
2^e trimestre 1979 N° 5014

Commission paritaire
des publications n° 51-687

MAISON DE LA CULTURE
B.P. 70-40
38020 GRENOBLE CEDEX
TEL. (76) 25.05.45

Tirage : 12 000 exemplaires
Le numéro : 3,50 F
Abonnement (10 numéros) : 20 F



Daumier, bois gravé. Monde Illustré, 10 mai 1862.

Honoré Daumier-parcours

Exposition ouverte jusqu'au 13 juillet
de 11 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 19 h

Entrée libre

l'action culturelle : fin ?

L'action culturelle : fin ?

- Faut-il détruire les Maisons de la Culture ?

par Dominique Wallon,
président de l'Association.

- Le point de vue des Organisations syndicales
Sections CGT-Snetas - CFDT-Synapac.

- Aspects de la Maison de la Culture de Grenoble.
Ce qui est en jeu

Les adhérents ; la priorité de travail avec les collectivités ; la programmation ; la création ; les services ; la décentralisation.

par Paule Juillard

- Bonne renommée vaut-elle toujours mieux que ceinture dorée ?
Les finances d'une Maison de la Culture

par Jean-Luc Girardet,
trésorier de l'Association.

Animation/Formation

- Arts plastiques : de la théorie... à la pratique

Une interview de Yann Pavie et le bilan des stages sur « L'affiche sociale ».

Musique :

- Du jazz à Grenoble.
Oui, mais...

par Marie-Françoise Sémenou.

Faut-il détruire les Maisons de la Culture ?

3

La question paraîtra excessive. C'est pourtant celle que suscite l'attitude actuelle de l'Etat à l'égard de l'action culturelle. Si le gouvernement devait maintenir encore un ou deux ans sa politique budgétaire actuelle, on assisterait à une véritable perversion du travail des Maisons de la Culture, axé sur la seule rentabilisation d'un équipement lourd, au mépris de toutes les ambitions et espoirs initiaux, ou à leur mise en sommeil six mois sur douze. Lorsque cette situation sera atteinte, il n'y aura plus effectivement qu'à fermer ou à transformer les bâtiments.

5

6

Que veut donc aujourd'hui l'Etat, hier encore fervent promoteur de la décentralisation et de l'action culturelle ? Officiellement rien n'est définitivement joué. Le ministère de la Culture n'a pas encore défini sa politique ; il a promis depuis six mois aux professionnels, aux associations et aux collectivités locales, une concertation qui n'a toujours pas été amorcée. Le désastreux budget de 1979 ne serait qu'un budget d'attente. Alors restons bien sages et attendons modestement une aumône que le Prince proportionnera justement aux besoins de chacun !

12

Malheureusement, certaines orientations sont déjà effectives, certaines intentions sont explicitées :

14

- Il est clair, tout d'abord, que l'action culturelle, la décentralisation théâtrale ne sont pas des priorités pour le Ministère : le budget 1979, les reports de décision sont là pour en témoigner.

18

- L'Etat souhaite se décharger de ce secteur sur les collectivités locales. Si celles-ci refusent ce nouveau transfert de charges, elles porteraient la responsabilité de la crise ; si elles l'acceptent, elles s'engagent dans un processus de municipalisation de l'action culturelle.

L'Etat développe, en outre, un nouveau discours sur l'action culturelle autour de deux thèmes :

- la nécessité d'une innovation, d'un renouvellement de l'action culturelle qui devrait être le fait d'équipes légères, voire de groupes non structurés, par opposition avec les grandes institutions condamnées pour sclérose ;

- le rôle culturel central joué à l'égard du grand public par les média et les produits culturels industrialisés, opposés là encore aux équipes de création et d'action culturelle qui, ne touchant qu'un public beaucoup plus restreint, sont qualifiées d'élitaires.

Il n'y aurait donc pas de scrupules à laisser mourir les Maisons de la Culture, puisque d'ores et déjà des solutions de remplacement existent et qui plus est novatrices et démocratiques. Certes, la télévision peut être un outil d'action culturelle, mais alors qu'attend-on pour en faire un moyen d'expression et de création à la disposition de la population et des créateurs !

Oui, il se passe des choses importantes en dehors des grands équipements de l'action culturelle, théâtre professionnel et amateur, diversité des pratiques musicales, expériences d'expression d'un groupe ou d'une collectivité, etc. Mais pourquoi donc faudrait-il opposer, isoler deux types d'actions ou d'équipes qui ont besoin de s'appuyer l'une sur l'autre ? Pourquoi condamner, au nom de telle ou telle expérience particulière, les Maisons de la Culture qui, à Grenoble comme ailleurs, ont toujours cherché à organiser la confrontation, le dialogue entre des créateurs et de multiples groupes de la population ? Pense-t-on vraiment que pourrait se développer une nouvelle pratique culturelle dans le pays à partir de l'élimination progressive d'équipements de création, d'accueil du spectacle vivant et de confrontation diversifiée avec le public ? Ce discours serait absurde s'il n'était pas autre chose qu'un discours-alibi pour masquer une politique beaucoup plus dangereuse.

On nous dit aussi que le problème n'est pas tant politique qu'économique ; dans une situation de crise, de faible croissance, il n'est pas concevable que l'Etat puisse continuer à garantir des augmentations de subventions, à l'action culturelle comme à tous les autres secteurs, comparables à celles de la période des vaches grasses. C'est la nature de cette crise, de la politique d'austérité qui devrait, dès lors, être discutée, mais tel n'est pas l'objet de cet article. Je noterai seulement que si l'Etat se bornait à maintenir constante la part des subventions aux Maisons de la Culture par rapport à la valeur de la production nationale, ce ne sont pas les chiffres de 8 % d'augmentation de 1979 ou de 5 % prévus pour 1980 qu'il faudrait retenir, mais le taux de 13 à 14 %, ce qui modifierait déjà sensiblement les données de notre problème.

Si l'orientation actuelle est confirmée dans le prochain budget, il faudra bien parler de volonté de régression et l'analyser au fond. Je voudrais soulever, dès aujourd'hui, deux questions. Ne s'agit-il pas pour l'Etat de recentrer ses interventions sur le terrain de la compétitivité économique et de ses implications sociales, de rogner sur tout ce qui, finalement, a rarement cessé d'être considéré comme du

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

◀ suite de la page 3

luxue ou du superflu ? C'est la réforme du sport scolaire, la fermeture de classes, la mise en question de l'action culturelle... Mais, au-delà, la crise ne serait-elle pas, sur le terrain culturel comme sur d'autres, une occasion pour reprendre en main, réduire des institutions dont la fonction est d'interroger la réalité, d'imaginer d'autres formes, d'autres existences ? Après la mise au pas de l'Université, celle de l'action culturelle, de l'éducation populaire ? Certes, un Etat éclairé ne peut pas se désintéresser des problèmes culturels, mais il lui suffit de quelques réalisations prestigieuses, la Comédie Française, l'Opéra, des festivals de musique, Beaubourg, le Musée du XIX^e siècle au Palais d'Orsay, de la caution de quelques grands créateurs. Le reste, les pratiques culturelles effectives de la masse de la population, la présence de l'imagination et de la création dans la vie sociale quotidienne, la rencontre entre les créateurs professionnels et le public, cela n'a plus beaucoup d'importance, ou même cela peut devenir dangereux.

Si ce choix devait se faire, il ne resterait plus bientôt qu'un secteur industriel et commercial des loisirs et des produits culturels standardisés, et l'on entrerait progressivement dans une phase de « normalisation » culturelle. Peut-être l'analyse est-elle trop pessimiste ? Je l'espère un peu mais je crois aussi que ces questions doivent être posées et débattues.

Les décisions qui seront prises, ces semaines-ci au Ministère de la Culture, à l'égard notamment des budgets des Maisons de la Culture, des Centres d'Action Culturelle, de la création théâtrale, à la rentrée à l'occasion du débat parlementaire sur le budget culturel, vont en effet être décisives, car ce qui est en cause c'est non seulement l'activité d'une institution comme la nôtre, la situation de son personnel, c'est aussi le risque d'un appauvrissement culturel de la population.

Oui, il faut défendre les Maisons de la Culture, comme il faut défendre toutes les équipes qui ont tenté – ou tentent – d'apporter une manière de dire, ou de voir, autrement ce que nous sommes, ce que nous vivons, les uns, les autres, collectivement. L'on défend d'autant mieux une institution comme celle-ci qu'elle est plus vivante, dynamique, qu'elle entretient des rapports étendus avec le public et la population et l'on ne me fera pas dire que nous n'avons pas encore à progresser sur ce terrain. L'avenir de la Maison de la Culture de Grenoble va être largement déterminé par la décision de l'Etat, mais il dépend aussi de nous, de la puissance de notre action de défense comme de notre capacité à tous, personnel de la Maison, Association, Collectivités, Public, à con-

Une démarche commune : un tract à distribuer (1)

L'ACTION CULTURELLE LA CREATION ARTISTIQUE L'EDUCATION POPULAIRE EN PERIL !

Les organismes signataires attirent l'attention de l'opinion publique sur leurs difficultés actuelles et leur inquiétude pour l'avenir.

Ce qui est en jeu dans nos secteurs est directement lié au vécu quotidien, notamment chômage, fermetures d'entreprises, poursuite de l'inflation : conséquence de la politique gouvernementale.

Ce qui est en jeu, ce sont les conditions de vie des travailleurs et de l'ensemble de la population mis en cause dans tous les domaines : régression des activités culturelles et éducatives, fermeture de classes, réforme de l'éducation physique et sportive ajoutés à la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat.

Par l'étranglement financier qui les « étouffe » chaque année de plus en plus, les organismes culturels et éducatifs sont amenés à réduire leurs activités et ne voudraient pas être contraints à supprimer des emplois, voire à terme, à fermer leurs portes.

Les budgets ridiculement faibles sur le plan national (0,56 % pour la culture, 0,76 % pour la jeunesse et les sports) sont le reflet de cette politique délibérée.

Dans ces domaines, comme dans d'autres, le gouvernement reporte la

plus grande part de la charge financière au niveau local : communes, associations culturelles et d'éducation populaire, comités d'entreprises. Une telle situation conduit naturellement à une solidarité entre élus locaux, organisations syndicales, mouvements associatifs, créateurs et interprètes (écrivains, musiciens, comédiens, plasticiens, etc.)

Les signataires unanimes refusent de lier leur survie à une seule action « utilitariste » et « rentable », ayant pour conséquence de dénaturer leurs objectifs propres et d'évincer les plus défavorisés.

Pour l'heure, les signataires demandent le soutien de la population pour :

- Une augmentation substantielle et immédiate des subventions de l'Etat par le doublement des budgets de la Culture et de la Jeunesse et des Sports au niveau national.
- L'exonération fiscale des activités culturelles et socio-éducatives (T.V.A., taxe sur les salaires) ainsi que sur les produits culturels (livres, disques, films...).
- Le respect absolu de l'autonomie des associations.

En signant la pétition, vous manifesterez

**VOTRE DROIT A LA CULTURE ET AUX LOISIRS
VOTRE VOLONTE DE SOUTENIR LES ASSOCIATIONS ET
ORGANISMES DANS TOUTE LEUR DIVERSITE ET LEUR
INDEPENDANCE.**

Signataires :

Centre Culturel et Cinématographique, Association Ventilator, Association France-Amérique Latine (Comité de l'Isère), Centre Culturel Municipal de St-Martin-d'Hères, Culture et Liberté, Francs et Franches Camarades, Fédération des Œuvres Laïques, Fédération des MJC de l'Isère, Travail et Culture, Tourisme et Travail, Association de la Maison de la Culture de Grenoble, Union des Arts Plastiques, MJC de Meylan, Union Mutualiste des Travailleurs, C.E.M.E.A., Auberge de Jeunesse d'Echirolles, A.G.P.C.L., Foyer Parmentier, Club Léo-Lagrange, Bibliothèque Municipale de Vizille ; Théâtres du Beffroy, de la Potence, de la Terre, de la Marelle ; Centre Dramatique National des Alpes, Compagnie du Tournesol, M.J.C. Anatole-France/Grenoble ; Union des Ecrivains de Grenoble, FREP de Crolles, Municipalités de Crolles, Villard-Bonnot, Saint-Egrève, Pont-de-Claix et Saint-Martin-le-Vinoux.

(1) Venez en chercher au service « accueil » de la maison.

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

tinuer à faire de ce bâtiment un lieu vivant et ouvert.

Parallèlement à l'action nécessaire vis-à-vis de l'Etat, que nous espérons pouvoir renforcer et élargir dès la rentrée, l'Association souhaiterait, dans les mois et l'année à venir, élargir à toutes les parties prenantes la discussion et la réflexion sur les missions d'une Maison de la Culture à Grenoble et dans le département.

Dominique Wallon
Président de l'Association

Le point de vue des organisations syndicales de la Maison

« Ne parlons plus d'avant, parlons de maintenant ou bien ne parlons plus. »

Georges Chelon

Toinette

Adieu. Je suis fâchée de vous quitter si tôt, mais il faut que je me trouve à une grande consultation qui se doit faire pour un homme qui mourût hier...

Argan

Pour un homme qui mourût hier ?

Toinette

Oui pour aviser, et voir ce qu'il aurait fallu lui faire pour le guérir...

(Le Malade Imaginaire)

Le gouvernement actuel n'augmente pas les moyens financiers mis à la disposition des Entreprises d'Action Culturelle et des Centres Dramatiques Nationaux. Les charges de ces organismes, elles, augmentent en proportion du coût de la vie. On peut dire que les sommes d'argent reçues par la Maison de la Culture de Grenoble baissent régulièrement.

Alors, que nous demande-t-on ? D'assurer le même travail, même un peu plus. Le Conseil d'Administration et la Direction semblent contraints de faire fonctionner l'entreprise avec moins de moyens. Comment ?

- en diminuant le nombre des actions qui font trop de « déficit » ;
- en envisageant pour les jeunes créateurs, artistes et interprètes le passage à la recette (1) ;
- en organisant plus de spectacles susceptibles de « rapporter » de l'argent ;
- en licenciant du personnel pour « raison économique », si l'on se réfère à la procédure de licenciement engagée contre l'un de nos camarades (lettre classée sous cette rubrique à l'Inspection du Travail) ;
- en rognant sur des conventions collectives passées après négociations ;

- en ne renouvelant pas l'équipement technique qui s'use ou n'est déjà plus adapté.

De plus, certaines directions de Maisons de la Culture (dont celle de Grenoble), préoccupées de rentrées d'argent pour survivre, hésitent à prendre des risques vis-à-vis de metteurs en scène ou de créateurs. Leurs productions sont davantage jugées sur le remplissage des salles que sur leur valeur propre, leurs échecs les écartent d'une production publique. A force de gérer « avec foi » et, malgré tout, des moyens rétrécis qui ne sont pas le fruit du hasard mais d'une politique, on en arriverait à voir les organismes d'action culturelle censurer eux-mêmes, pour raisons économiques, les créations dont ils vivent !

Et le plus étrange est que la direction de la Maison de la Culture de Grenoble fait appel au personnel et à ses élus pour l'aider dans ce genre de travail :

- en en faisant plus, avec moins de moyens, pour ne pas suicider l'entreprise, se suicider d'un spectacle à l'autre ;
- en publiant pour l'extérieur des bilans et statistiques rassurants ;
- en demandant au personnel d'accepter des licenciements pour « sauver » les autres travailleurs.

Quand un directeur de Centre annonce au Ministre avoir dépensé quelques mil-

lions de moins en un an « en en faisant moins », le ministre ne répond pas : c'est bien, vous avez fait des économies, nous allons vous aider... Non. Le ministre dit : vous voyez que nous avons raison, vous pouviez très bien vivre et travailler avec dix millions de moins...

C'est cela qu'on nous demande : de participer à notre extinction, à un changement de politique s'exerçant au détriment de l'animation, de la participation des usagers, du développement associatif et de la création pour une plus grande commercialisation du « produit culturel ».

Aujourd'hui, les travailleurs de la Maison de la Culture, tout en étant parfaitement au courant de certaines situations économiques, se refusent à cautionner une politique de mort lente. Ils demandent à tous ceux qui ont cru et croient aux options fondamentales de la Maison de la Culture de faire un choix clair : on ne peut appliquer les directives d'un ministère à plusieurs têtes et continuer « à lutter contre l'avitilissement que les contraintes et les soucis d'une exploitation commerciale infligent trop souvent aux œuvres de culture ».

Sections syndicales
de la Maison de la Culture de Grenoble
Sténas, CGT - Synapac, CFDT

(1) Passage à la recette : l'artiste reçoit comme seul salaire la somme correspondant à 90 % de la recette du spectacle.



Photo Maurice Jondeau

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

Aspects présents de la Maison de la Culture de Grenoble : ce qui est en jeu

On trouvera ci-dessous et dans les pages suivantes quelques éléments d'information ou bilans d'activités de certains secteurs de l'action de la Maison. Certains d'entre eux sont tirés de la plaquette que nous avons publiée en mai 1978 à l'occasion de notre dixième anniversaire : « 68/78 : dix ans de vie culturelle ». Les chiffres et statistiques ont été mis à jour pour tenir compte des résultats de la saison 77-78 et de ceux dont nous disposons pour la saison 78-79. Ils permettront de se faire une idée de ce qui risque de disparaître – activités et projet culturel – si la situation de la Maison de Grenoble continue à se dégrader sur la lancée d'aujourd'hui.

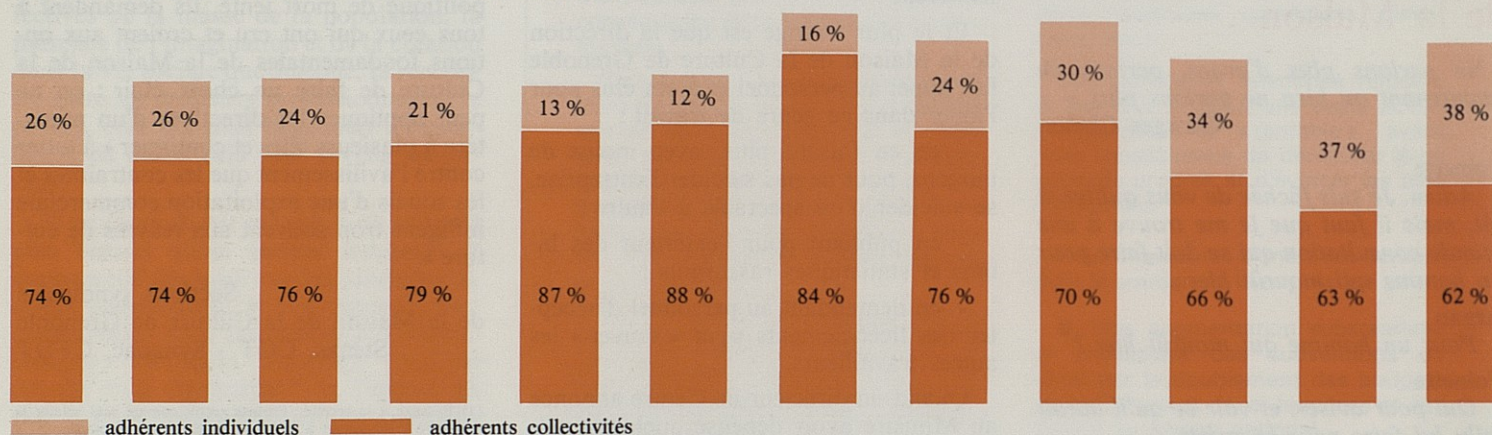
Les adhérents

Evolution des adhésions

1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
30 693	29 464	29 859	30 510	29 641	30 066	36 089	33 887	35 829	31 790	28 711	33 602

chiffre arrêté à fin avril

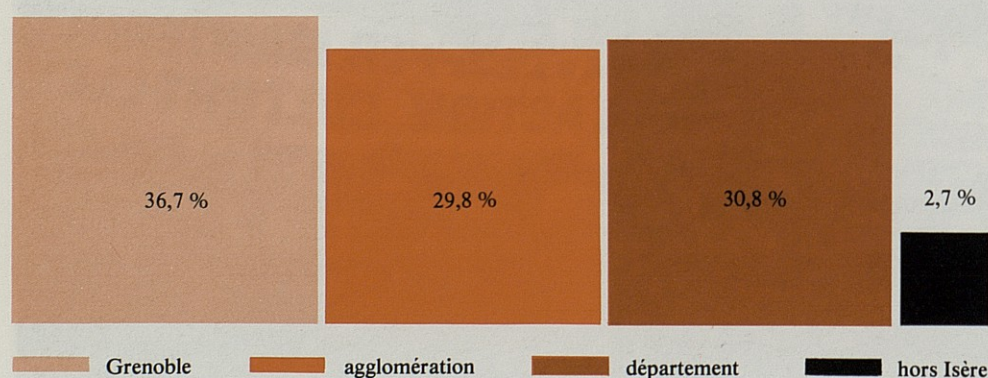
Répartition des adhérents individuels et collectifs



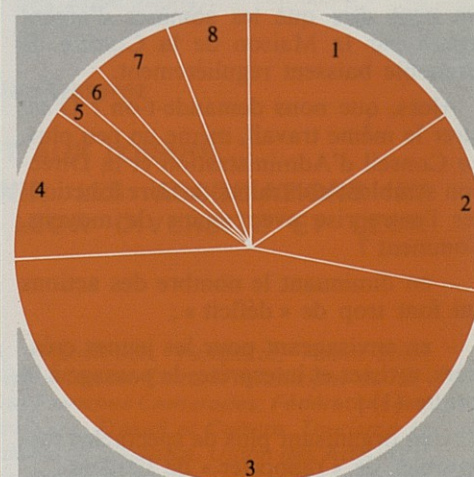
adhérents individuels adhérents collectifs

On note après 1974 une baisse des adhérents venant par le canal des collectivités : celle-ci est due, en grande partie, à la suppression en octobre 1974 du tarif préférentiel dont bénéficiaient ces derniers.

Répartition géographique (saison 1977/1978)



Répartition par catégories socio-professionnelles (saison 1977/1978)



- 1 employés, ouvriers 14,2 %
- 2 enseignants, éducateurs 13,5 %
- 3 scolaires, étudiants 45,3 %
- 4 retraités, sans profession 12,5 %
- 5 agriculteurs, commerçants, artisans 0,8 %
- 6 professions libérales, cadres supérieurs 1,9 %
- 7 techniciens, agents de maîtrise 6,2 %
- 8 ingénieurs, cadres moyens 5,6 %

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

La priorité de travail avec les collectivités

Cette priorité, inscrite dans les « options fondamentales » de la Maison dès sa création, demeure la préoccupation dominante de l'Association et de l'équipe permanente.

Les collectivités sont très diverses. Liées soit au travail (comités d'entreprises ou syndicats), soit au système éducatif (établissements scolaires, associations de parents d'élèves), à l'habitat (associations, équipes et équipements de quartiers, communes), ou aux temps de loisirs (groupements divers : sportifs, culturels, etc.), elles sont les lieux de rencontres :

- où se vivent les réalités quotidiennes ;
- où s'expriment les identités culturelles et les besoins, très différents selon les milieux, les âges, les expériences, les conditions de vie économiques et sociales ;
- où se nouent et se dénouent les relations, se cristallisent les affrontements, et se jouent le présent et l'avenir de chacun.

Les collectivités, quelles qu'elles soient, sont donc les lieux privilégiés de l'action culturelle. Ce sont elles qui constituent le tissu social. C'est par l'intermédiaire de leurs « relais » et par le dialogue qui s'instaure avec eux, que la Maison de la Culture peut le mieux assurer sa mission de diffusion vers un plus large public, mais aussi introduire davantage, dans ses objectifs et ses pratiques, les préoccupations et les demandes des différents groupes sociaux (travailleurs des entreprises, enfants, personnes âgées, ruraux, immigrés,

handicapés), que nos programmations touchent peu et qui cherchent les moyens de mener leurs propres projets. Lorsque la Maison de la Culture collabore avec eux, ce n'est pas par charité ni par volonté (ou complicité inconsciente) de colmatage et de récupération. Simplement, nous sommes dans un tissu social qui nous impose ses réalités, qu'il ne nous appartient pas de modifier ni de nier. Faute de cette ouverture – dont il faut bien reconnaître qu'elle est encore insuffisante – la Maison ne serait pas fidèle à ses options fondamentales et ne pourrait pas prétendre contribuer à un développement global de la région.

La collaboration avec les collectivités se concrétise de façons très diverses :

- la diffusion de spectacles choisis en commun ;
- l'organisation de débats (*la presse féminine, la santé, la ville, les libertés syndicales*) ;
- la décentralisation, apportant une aide ponctuelle de la Maison aux projets culturels d'un quartier, d'une commune, d'un Comité d'Entreprise ;
- les animations, les aides techniques, tels le film sur la santé des travailleurs algériens dans l'Isère : *Notre santé n'est pas à vendre* ; avec le secteur enfance : *Le jouet, le cadre de vie* ;
- la formation qui peut répondre parfois à des demandes précises (lecture à haute voix, jeu dramatique, expression orale, cinéma) ;
- la réalisation, enfin, de projets communs, pouvant aller jusqu'à des créations, par exemple :
 - *Grotadfer*, co-production Maison de

la Culture/Théâtre de la Falaise/Travail et Culture ;

- l'exposition *Handicaps et société*.
- l'exposition *Travail et Santé* ;
- *L'Italie contemporaine* ;
- L'exposition *Les agricultures*.

Dans cette optique de collaboration, le rôle des « relais » de collectivités ne peut se limiter à celui de colleurs d'affiches, de distributeurs de tracts et vendeurs de billets (rôle cependant non négligeable, car il suscite des démarches culturelles que bon nombre de personnes ne feraient sans doute pas individuellement). Nous souhaitons de plus en plus que le « relais » soit l'interlocuteur, le porte-parole et l'animateur de la collectivité qu'il représente ; c'est un rôle ingrat, dont nous ne sous-estimons pas toutes les ambiguïtés et les difficultés, sachant, de plus, qu'il repose généralement sur des militants bénévoles.

La programmation

La fonction de **diffusion** en direction d'un large public tient une place importante dans nos activités. Le bâtiment que nous avons la charge d'animer et nos structures (techniciens et animateurs professionnels) sont adaptés pour remplir ce rôle. Nos choix restent largement dépendants des lois du « marché » (c'est-à-dire les « productions », leur contenu, leur coût) et des impératifs techniques. Ils sont néanmoins toujours sous-tendus par plusieurs préoccupations qui, sans avoir entre elles de liens hiérarchiques, pèsent dans les décisions.

- Le dialogue avec les collectivités, à l'occasion des assemblées du Comité de Patronage, des réunions de relais et de secteurs, des rencontres dans le département, qui nous permettent de connaître les besoins.

- L'élargissement de notre champ d'action au-delà des Beaux-Arts, notamment aux domaines des sciences et des problèmes de Société : environnement ; cadre de vie ; actualité ; contexte politique, économique et social.

- L'équilibre entre les diverses formes d'expression artistique et culturelle, compte tenu de la polyvalence des activités.

- La prise en compte des cultures d'origine des populations immigrées, nombreuses dans le département.

- La volonté de présenter les facettes multiples de la création artistique contem-



Travail en commission lors d'une réunion d'un Comité de Patronage.

Photo X

suite page 9 ►

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?



L'Orchestre Symphonique de Grenoble en répétition avec l'Ensemble des Chorales Grenobloises pour un concert Berlioz.
Photo Guy Delahaye



Le conte raconté aux enfants par les enfants : journée du 16 décembre 1978.
Un temps fort du travail du secteur littéraire durant cette saison.



Raymond Devos : un humoriste grinçant, janvier 79.

Photo Phonogram, Raymond Bounon



Photos Jean-Michel Travers



Urban Sax : un concert étonnant pour ouvrir « les 5 Jours de jazz », 1979. Photo Jo Génovèse



La voix de son maître.



Le temps d'une vie : spectacle du Théâtre populaire du Québec, nov 1978.

Photo Enguerand

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

◀ suite de la page 7

poraine, rôle essentiel d'une Maison de la Culture, sans toutefois négliger ce que l'on appelle « le patrimoine ».

- La mise en œuvre, ponctuellement, d'une programmation interdisciplinaire autour d'un événement artistique ou d'un thème central, qui associe plusieurs secteurs d'animation (par exemple : Cuba ; La Consommation ; La Chine ; Handicap et vie sociale ; L'Italie contemporaine).

- L'équilibre nécessaire entre activités payantes et activités gratuites, entre activités dans nos murs et décentralisation, tenant compte des impératifs de recettes qui nous sont imposés et de nos moyens humains et techniques.

Le rôle d'**animation** de la Maison de la Culture. Ce terme indéfinissable recouvre des réalités très diverses, dans leur con-

tenu et dans leurs formes : débats, échanges, montages audiovisuels, lectures, ateliers, aide technique à des groupes, etc. Elles permettent, au-delà de la seule « consommation de spectacles », à notre initiative ou à la demande de collectivités, de favoriser la rencontre avec des œuvres et des artistes, la confrontation de points de vue et la pratique de divers modes d'expression.

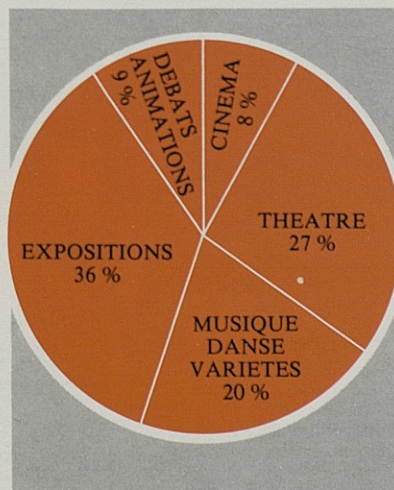
Cette démarche est essentielle car elle marque la spécificité d'une Maison de la Culture, qui n'est pas seulement lieu d'accueil et de représentations. Malheureusement, le nombre trop restreint des membres de l'équipe ne permet pas de répondre à toutes les demandes et à tous les besoins, ce qui en limite le développement.

La programmation interne en chiffres

En dix saisons, La Maison de la Culture a programmé dans ses murs **4 855 activités** (en moyenne deux par jour d'ouverture), dont un quart gratuites et trois quarts payantes.

Trois grands secteurs – expositions, théâtre et musique – ont à eux seuls, rassemblé 83 % du public (voir tableau ci-dessous). En tenant compte de la capacité d'accueil des salles, le taux moyen de remplissage pour les spectacles à entrée payante a été de 67 % sur dix saisons. Pour les trois dernières saisons :

1975/1976 72 %
1976/1977 65 %
1977/1978 65,4 %.



Public touché par domaine d'activité (total sur dix saisons) dans le cadre des activités internes de la Maison de la Culture.

La création

Le théâtre

Partenaire privilégié de la Maison de la Culture, à laquelle il est lié par convention et dont il occupe une partie des locaux, le Centre Dramatique National des Alpes (C.D.N.A.), dirigé par Gabriel Monnet et Georges Lavaudant, a succédé en juillet 1975 à la Comédie des Alpes (C.D.A.).

Depuis 1968, deux ou trois spectacles dramatiques sont créés chaque saison à la Maison de la Culture, réunissant entre 12 000 à 25 000 spectateurs. Deux récentes créations du C.D.N.A. ont, en outre, été réalisées en co-production avec la Maison de la Culture : *Palazzo Mentale* (octobre 1976), *Maître Puntilla et son valet Matti* (avril 1978).

Sur le plan local, la Maison de la Culture entend soutenir l'action des jeunes troupes de l'agglomération grenobloise.

C'est ainsi qu'avec son aide ont été créés :

- Par le théâtre de la Potence : *3 secondes dans la vie d'un Milanais* (novembre 73) ; *Quai des Brumes* (avril 77) ; *Moi, j'aime pas la mer* (mars 1978).

- *Grotadfer* par le Théâtre de la Falaise et le Théâtre du Beffroy, en co-production avec Travail et Culture, à l'occasion du Noël des entreprises (janvier 1974).

- *3 créations* du Ballet de Poche (avril 1974/février 1976/mars 1978).

- *Les mille et une nuits*, par le Théâtre Populaire Maghrébin (février 1975).

- *Djebelle, la nuit des sources* (novembre 1974) ; *La mémoire d'or* (octobre

1976) ; *Maïakovski, poète assassiné* (octobre 1976), par Théâtre Action.

- *L'Assemblée des Femmes*, par les Tréteaux de l'Isère (mai 1978).

- *L'appel du fou*, par les Comédiens Emigrés de Grenoble (mai 79).

Le cinéma

La Maison de la Culture a contribué à la constitution en 1976 de l'Atelier Cinéma du Dauphiné, cellule de création financée par la ville de Grenoble, liée par convention à la Maison de la Culture, qui lui apporte une aide technique et matérielle (locaux, support administratif) mais également un soutien financier pour une co-production annuelle.

Son premier film, *Josette*, réalisé avec des habitants d'un quartier de Grenoble, est déjà largement diffusé dans les collectivités, associations, quartiers. Deux autres films, l'un réalisé par Alain Thomas, l'autre par J.-P. Bailly, doivent sortir à l'automne 1979.

L'écriture

Le secteur littéraire de la Maison consacre une part de son activité à promouvoir l'expression de personnes et de groupes qui, hors des circuits professionnels, manifestent une richesse de production étonnante. Quinze cahiers de *Poésie parmi nous*, quatre du groupe *Ecriture 75*, édités par la Maison de la Culture, en rendent compte régulièrement.

La création lyrique et musicale

Depuis plusieurs années, la Maison de la Culture est directement engagée dans la création lyrique, dans le cadre des activités et du budget du Centre Musical et Lyrique de Grenoble.

C'est ainsi qu'ont été créés dans la grande salle de la Maison de la Culture :

<i>Tannhauser</i>	Octobre 69
<i>L'heure espagnole</i>	Janvier 70
<i>Les Espagnols à Venise</i>	
<i>Fidélío</i>	Octobre 70
<i>Les noces de Figaro</i>	Octobre/novembre 71
<i>Le comte Ory</i>	Janvier 73
<i>La belle Hélène</i>	Décembre 73
<i>Don Giovanni</i>	Novembre 74
<i>Le renard démasqué</i>	Octobre 75
<i>Visages de Grenoble et du Dauphiné</i> , création musicale de J.-Y. Bosseur	Février 79
<i>Carmen</i>	Mars 79

Dans le secteur des expositions

La Maison ne se contente pas d'accueillir des expositions toutes faites, de les monter et de les présenter au public.

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

◀ suite de la page 9

Régulièrement, elle prend l'initiative de créer ses propres expositions, en rassemblant les divers éléments et matériaux, ce qui suppose une longue préparation et la collaboration de partenaires nombreux : artistes, collectivités, associations, usagers. Cette collaboration peut prendre parfois la forme de co-productions. On peut citer les expositions suivantes :

● DANS LE DOMAINE

ARTISTIQUE

<i>Cinétisme</i>	Juillet 68
<i>Le mois cubain</i>	Juin/juillet 69
<i>Les tapisseries</i>	Avril/mai 70
<i>Carte blanche à Dody,</i>	
<i>Carrier et Unal</i>	Octobre 70
<i>5 artistes travaillent en public</i>	Mars 72
<i>Quel est cet objet ?</i>	Avril 73
<i>Les métiers d'art</i>	Janvier 74
<i>Art magique et art brut</i>	Avril 76
<i>Quotidien, histoire et utopie (Italie)</i>	Mai 77
<i>Créer pour grandir</i>	Juin 77
<i>Le jouet</i>	Décembre 77
<i>Le jazz en pochettes</i>	Mars 78
<i>Jacques Durand</i>	Avril 78
<i>L'art abstrait en France dans les années 50</i>	Novembre 78
<i>300 affiches politiques, culturelles et sociales</i>	Février 79
<i>Honoré Daumier</i>	Mai 79

● DANS LE DOMAINE SCIENCES ET SOCIÉTÉ

<i>Energie nucléaire</i>	Décembre 69
<i>Electr'71</i>	Janvier 71
<i>La consommation</i>	Mars 73
<i>Image de la recherche</i>	Mai 73
<i>La pêche</i>	Mai 75
<i>Les énergies nouvelles</i>	Mai 76
<i>Les handicapés dans la société</i>	Mars 77
<i>L'informatique</i>	Février 77
<i>Les mammifères sauvages</i>	Novembre 78
<i>Les agricultures</i>	Avril 79



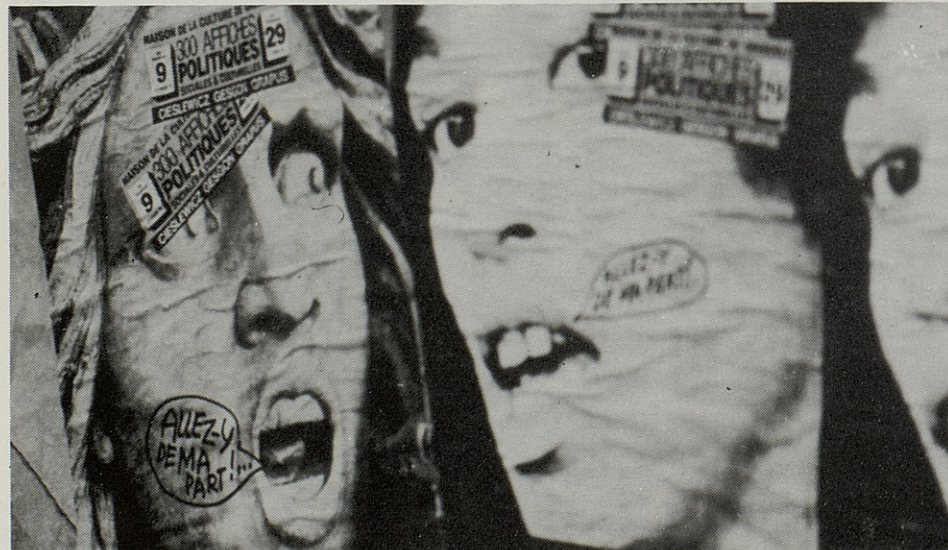
Création musicale de Jean-Yves Bosseur. Travail de préparation dans une classe de l'agglomération grenobloise, novembre 78/février 79.

Photo Jean-Michel Travers



Carmen, mise en scène de Jean-Claude Auvray, mars 1979.

Photo Jo Génovèse



Affiche de l'exposition « 300 affiches politiques, sociales et culturelles » sur les murs de Grenoble.

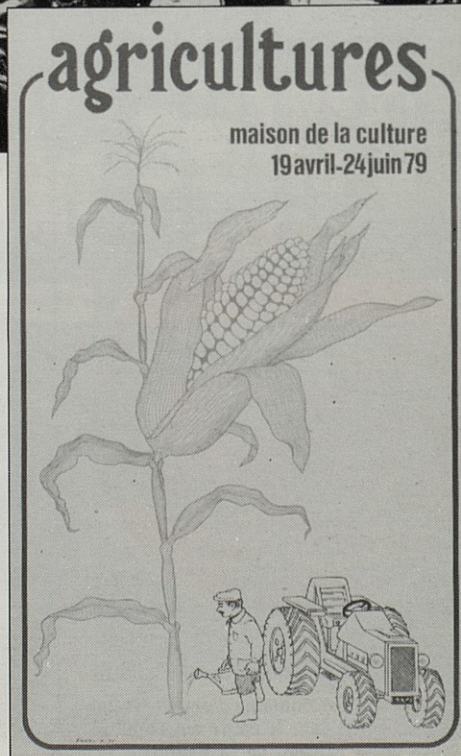


Photo Eric Vallette d'Osia

Maquette de l'affiche de P. Fabry

Les agriculteurs : une mine d'informations et de réflexions.

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

Les services

Après une augmentation régulière des prêts pendant sept ans, puis une baisse relativement importante les trois années suivantes, due essentiellement à l'ouverture à Grand'Place et dans le centre ville de services municipaux identiques – qui pratiquent des tarifs nettement plus avantageux que les nôtres – la saison en cours 1978/1979 marque à nouveau une progression, grâce notamment à des formules d'abonnements.

Saison	Bibliothèque	Discothèque	Galerie de prêt
1974/1975	10 184 prêts	16 973 prêts	1 643 prêts
1975/1976	10 804 prêts	17 108 prêts	1 869 prêts
1976/1977	8 069 prêts	11 455 prêts	1 812 prêts
1977/1978	7 645 prêts	12 445 prêts	792 prêts
1978/1979	8 585 prêts*	14 865 prêts*	933 prêts*

* chiffre arrêté à fin avril.

La décentralisation

Les objectifs

En sortant de ses murs, la Maison de la Culture poursuit un double objectif :

- Rencontrer sur place des groupes de population qui ne la fréquentent pas habituellement.
- Favoriser le développement culturel dans le département, en suscitant des initiatives et en proposant des actions qui puissent s'insérer dans les projets des collectivités et avoir des prolongements.

Les priorités

Il ne semble pas qu'il soit dans la vocation de la Maison de la Culture, équipement central assez lourd, de jouer un rôle permanent d'animation décentralisée

dans l'agglomération grenobloise qui est dotée de nombreux équipements de quartiers et de nombreux animateurs au contact direct des habitants, et donc mieux placés que nous pour mener une action en profondeur. En évitant le « saupoudrage » la Maison peut, au niveau de l'agglomération, s'impliquer surtout dans des animations ponctuelles inter-quartiers.

En revanche, dans le département, le réseau d'équipement et d'animateurs est beaucoup plus pauvre, ce qui justifie davantage notre intervention.

Les moyens

L'ensemble des activités à l'adresse des habitants du département requiert des

moyens croissants, compte tenu de l'ampleur de la demande, la diversité des interventions, la nécessité de multiplier les contacts préalablement à toute action, l'augmentation des frais de déplacements, celle du coût des prestations des intervenants extérieurs auxquels nous faisons appel. Or, nos subventions n'ont pas évolué en proportion de ces nouveaux besoins, ce qui freine les possibilités de développement.

A cette difficulté financière propre à la Maison de la Culture, s'ajoute celle des collectivités du département qui, même regroupées, n'acceptent pas, faute souvent de le pouvoir, de prendre un trop gros risque. Compte tenu de ce que le public réuni est forcément limité, que les prix pratiqués à l'extérieur sont nettement inférieurs aux coûts réels, la décentralisation représente une charge importante.

Enfin, nous rencontrons des difficultés techniques, liées à l'insuffisance des équipements dans le département, ce qui nécessite pour la Maison le déplacement de personnel et de matériel, donc un investissement supplémentaire.

Les orientations

La Maison de la Culture souhaite pouvoir proposer, dès le début de chaque saison, à des responsables locaux (municipalités, collectivités diverses, animateurs) un projet global d'animation étalé sur huit à dix mois. Cette formule suppose que nous soyons assurés d'avoir les moyens financiers nécessaires à cette action. Elle a l'avantage de laisser le temps aux collectivités d'étudier nos propositions, de les insérer ou non dans leurs propres projets en les préparant à l'avance et en éliminant l'impression de « parachutage ». Elle implique, pour la Maison, la nécessité d'un choix des lieux pour ses interventions successives, qui assure une continuité et évite la dispersion des efforts. Une telle orientation suppose une collaboration de plus en plus étroite avec les responsables locaux et, de la part des élus municipaux (municipalités, Conseil général), une politique culturelle globale au niveau du département.

Le bilan

En dix ans, la Maison de la Culture est intervenue 2 911 fois dans le département, à l'occasion de spectacles (musique - théâtre - marionnettes - films), ou d'animations (rencontres - débats, lectures - musique - ateliers d'expression, etc.), ou d'expositions décentralisées. Ces interventions, dont à peu près les 2/3 en milieu scolaire, ont réuni environ 174 000 personnes.



Flamenco avec le chanteur espagnol Juan Varea et le guitariste Vicente Pradal : 50 concerts/animations décentralisées dans le département de l'Isère en avril-mai 78.
Photo Jo Génovèse

Dossier réuni
par Paule Juillard

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

Juin 1979 : le Théâtre de la Jacquerie dans l'Isère

Il s'agit du dernier maillon du travail de décentralisation de la Maison pour la saison 78/79. Le Théâtre de la Jacquerie a été, avec son dernier spectacle **Tit Bonhomme, l'est pas très mort**, dans nos murs les 5 et 6 juin. Depuis le 7, le voilà itinérant. Et cela jusqu'au 30. Quatre mois de travail ; établissement du projet, information, négociations, relances multiples ; déplacements, visites techniques, passons... Le résultat est là : des gens se sont réunis, des relais ont agi, des élus ont voulu. Du coup, quinze représentations auront lieu soit à l'initiative de municipalités, soit à celle de collectivités adhérentes de la Maison (C.E., Unions de Quartier, MJC).

La physionomie de cette décentralisation apparaît diverse : trois quartiers grenoblois (Malherbe, Village Olympique, Jean-Macé) ont reçu le spectacle ; on l'a vu ou on le verra aux quatre coins de l'agglomération (Meylan, Poisat, Echirolles, Gières, Claix et Saint-Egrève) comme dans quelques communes du département plus éloignées : Bressieux, Bourgoin, Moirans, Le Grand Lemps.

La pièce, écrite par J.-P. Chabrol, retrace, on le sait, à gros traits, les grandes heures de la paysannerie française depuis la féodalité jusqu'à nos jours. Patrick Brunel, dans le dernier numéro de ce journal, disait que c'était joué « à un train d'enfer par des comédiens étonnants, tour à tour bouffons, mimes, chanteurs, musiciens » et il en passait, sûrement. Si l'on ajoute que chaque spectacle a été, sera, précédé d'une parade dans le style du carnaval languedocien, on peut gager qu'il y a un certain nombre de Dauphinois qui ne regretteront pas, pour un soir, « d'être allés au théâtre ».

J.L.



Parade du Théâtre de la Jacquerie avant son spectacle : une sorte de carnaval languedocien.

Photo Roger Le Roux

Bonne renommée vaut-elle toujours mieux que ceinture dorée ?

Parlons finances

Aborder les problèmes des finances de la Maison de la Culture sous un titre pareil peut paraître provocant. Malheureusement, ce n'est pas le cas et la sagesse des nations est un faible secours dans la situation actuelle.

Le moment est propice à une analyse de cette situation puisque le bilan de l'année 1978 est maintenant connu.

Or, la gestion 1978 présente la redoutable particularité d'être assez lourdement déficitaire (de 5 %, soit près de 700 000 F). Comment en est-on arrivé là ?

Le budget de la Maison de la Culture

● **Les recettes** de la Maison sont partagées en trois grandes catégories :

- la subvention de l'Etat ;
- les subventions des collectivités locales (ville de Grenoble, Conseil général de l'Isère, quelques autres communes du département) ;

- les *ressources propres*, c'est-à-dire l'ensemble des recettes des diverses manifestations et spectacles, les cotisations et les abonnements à « Rouge et Noir », etc., ainsi que les recettes du snack-bar.

● **Les dépenses** comportent évidemment des postes très divers ; les plus importants, d'un point de vue quantitatif, sont :

- la masse salariale (incluant l'ensemble des charges correspondantes) ;
- les frais d'exploitation, c'est-à-dire tous les frais concernant directement les manifestations, spectacles et activités programmés par la Maison ;

- le reste des dépenses, mises à part celles qui sont relatives au fonctionnement du snack, est constitué par les « frais fixes » (de fonctionnement, d'entretien, d'administration, les impôts et taxes, etc.).

Cependant, l'énoncé isolé des chiffres traduisant l'activité d'une année, ne représente pas grand-chose. Il est plus intéressant de considérer leur évolution au cours des années antérieures. C'est pourquoi les deux éléments constitutifs d'une gestion : recettes et dépenses, sont données ici pour quelques années et comparées avec 1978.

Quelques nombres significatifs

Outre la balance finale de la gestion annuelle, déjà évoquée ci-dessus, quelques comparaisons permettent d'analyser plus finement les tendances de la situation financière de la Maison de la Culture. Examinons-en quelques-unes

Le rapport Recettes propres / Recettes totales

La subvention ministérielle et les subventions des Collectivités locales étant théoriquement égales, la règle des « trois tiers » était, à l'origine des Maisons de la Culture, prônée par les pouvoirs publics, comme une sorte de limite idéale à approcher au maximum, en signe de bonne gestion. Ainsi le rapport Recettes propres/Recettes totales aurait dû être aussi élevé que possible et proche de 33 % ; il a été de :

1970	34,6 %
1972	29,5 %
1974	32,2 %
1976	29,1 %
1977	27,5 %
1978	28,3 %

On note aussi que la proportion des recettes propres traduit généralement une tendance à la baisse malgré une progression entre 1977 et 1978. Cet « indicateur », qui a (ou a eu) la faveur de l'Etat, a cependant deux sérieux défauts :

1) l'encouragement à une programmation surchargée, permettant d'augmenter les recettes propres, alors même que les dépenses correspondantes augmentent plus vite en valeur absolue ;

2) il est paradoxal de constater qu'une méthode rapide d'augmentation de ce rapport (donc de l'approcher des 33 % mythiques) serait de diminuer les subventions...

La part des frais d'exploitation dans les dépenses totales.

Elle exprime la fraction de dépenses sur laquelle peut s'exercer directement une

l'action culturelle : fin ? l'action culturelle : fin ?

		1970	1974	1977	1978
RECETTES	Subvention Etat	30,5 %	33,1 %	36,2 %	35,4 %
	Subvention Collectivités locales	34,4 %	33,2 %	36,2 %	35,4 %
	Recettes propres	24,8 %	24,5 %	17,3 %	18,9 %
	Snack	9,8 %	9,2 %	9,8 %	9,3 %
		5 087 465 F	7 880 279 F	11 439 439 F	12 930 308 F
DEPENSES	Charges salariales	34 %	42 %	47,2 %	46,5 %
	Frais d'exploitation	36,4 %	33,8 %	28	31,1 %
	Entretien, Administration, Fonctionnement	18,7 %	15 %	15,3 %	14,2 %
	Snack	10,9 %	9,2 %	9,5 %	8,2 %
		5 076 578 F	7 892 490 F	11 400 203 F	13 617 812 F
Bilan de l'année		+ 11 067 F	- 12 011 F	+ 39 236 F	- 687 504 F

politique culturelle : l'ensemble des autres dépenses concernant soit des dépenses incompressibles, soit des frais peu importants par rapport au total.

Cette part a été de :

1970	36,4 %
1972	34,9 %
1974	33,8 %
1976	27 %
1977	28 %
1978	31,1 %

Cette évolution générale est, elle aussi, préoccupante malgré la progression constatée depuis ces deux dernières années. On voit que la situation-limite, parfaitement ridicule, consisterait en une Maison de la Culture épuisant toutes ses ressources à payer les dépenses incompressibles mais ne pouvant plus programmer aucune activité...

La variation des subventions relativement aux charges incompressibles.

Compte tenu de l'importance des subventions dans les recettes (de l'ordre de 70 %) et de la masse salariale dans les dépenses (plus de 40 %), il est intéressant de comparer la progression des subventions avec la variation de la masse salariale - qui peut être considérée comme incompressible et dont l'augmentation est, pour la plus grande partie, quasiment automatique (augmentation du coût de la vie, ancienneté, promotions, etc.). Sur les cinq dernières années (1978 comparée à 1973), les subventions ont augmenté d'un facteur 2 et les charges « obligatoires » ont été multipliées par 2,3. Vue rapidement, cette différence peut ne pas paraître extraordinaire ; cependant, il ne faut pas grand-chose pour détruire un équilibre extrêmement précaire. Ce point est confirmé par l'analyse du bilan d'un spectacle (voir ci-contre).

Et maintenant, quel avenir ?

Il est évidemment trop tôt pour faire des premières constatations sur l'année en cours ; pourtant, parler de l'avenir, c'est envisager d'abord le budget prévu pour 1979.

Et en premier lieu, savoir que les subventions, en 1979, ne progressent que de 7,4 % par rapport à 1978... Avec la croissance actuelle du coût de la vie, le Conseil d'Administration a donc dû voter un budget dont les recettes des manifestations sont prévues en augmentation de 7 % en même temps que les frais d'exploitation devraient diminuer de 16 %. Il faut, de plus, savoir que l'Etat, plus rigoureux que pour son propre budget, exige l'établissement d'un budget équilibré alors même qu'il ne donne pas à la Maison de la Culture les conditions nécessaires à cet équilibre.

En effet, lors des négociations préliminaires à l'attribution des subventions pour 1979, les Collectivités locales et plus particulièrement la Ville de Grenoble avaient fait la proposition d'une majoration de la subvention plus en rapport avec l'augmentation du coût de la vie. Ce qui aurait permis le maintien du niveau présent d'activités de la Maison. Mais c'est le Ministère qui, par sa proposition et, en vertu du principe de la parité des subventions, a « tiré vers le bas » et conduit à la situation présente.

Autant dire que respecter ce budget sans abandonner la préoccupation de mener à bien une certaine politique culturelle - qui inclut animation, décentralisation, formation - relève de l'acrobatie quotidienne. Une autre voie, cependant, s'offre à nous : **la lutte pour obtenir un réajustement des subventions.**

Jean-Luc Girardet
Trésorier de l'Association

L'exemple d'un spectacle

Fin 1978, le Grand Magic Circus présentait *Les Mille et Une nuits* dont beaucoup de lecteurs doivent garder le souvenir (fréquentation très importante en grande salle ; places à 21 F ; quatre séances).

Prix de revient de ce spectacle : 106 000 F, ce qui n'inclut pas les frais de fonctionnement courants, ni d'information, ni les impôts et taxes, ni les droits d'auteur, ni les salaires du personnel de la Maison.

Recette 96 000 F

Ainsi, même avec des salles pleines, le bilan d'une telle opération est légèrement déficitaire.

Le Grand Magic Circus était venu présenter *Robinson Crusoe* en 1972. Coût pour trois séances .. 30 000 F soit 10 000 F la séance alors que celle-ci revenait à 26 000 F en 1978 (rapport égal à 2,6).

Quant au prix des places, il était alors de 8 F (adhérents collectivités) et 11 F (adhérents individuels) - aujourd'hui 21 F (rapport moyen égal à 2,2).



Le Grand Magic Circus dans *Les Mille et Une Nuits*, novembre 78.

Photo X

animation - formation

d'un stage à l'autre

La Maison, depuis son ouverture, a toujours organisé des activités de formation destinées à élargir son travail de diffusion. D'abord restreint, cet aspect de son activité a pris son essor en 1974 pour ne cesser de se développer ensuite, malgré les aléas de la conjoncture. La problématique de cette animation/formation est diverse. Un de ses axes essentiels réside dans la volonté d'organiser une relation, un échange entre une fraction déterminée du public ou un groupe social et des artistes, quitte à ce que cette communication trouve à s'exprimer dans un travail concret, déterminé et réalisé en commun. Des secteurs comme les Arts Plastiques, la Musique, le Théâtre jusqu'à cette saison, ont proposé, depuis cinq ans, de multiples stages ou ateliers dans cette perspective. Mais l'axe de travail rappelé ci-dessus n'est pas unique, d'autres s'y ajoutent, marqués davantage par la possibilité donnée de « faire », de réaliser, de pratiquer : l'apprentissage ou l'approfondissement d'une technique allant de pair avec l'enrichissement personnel des stagiaires, à charge pour ceux-ci de l'employer dans leur milieu de vie ou de travail. Les ateliers de l'animation littéraire (lecture à voix haute, initiation à la pratique du conte, expression écrite et orale) vont plutôt dans ce sens ainsi que les stages d'initiation réalisés par l'animateur Cinéma ou, depuis octobre 1978, par l'animateur Théâtre.

Rendre compte de l'ensemble de ces activités n'est pas tâche aisée : il faut tenir compte de leur diversité : approches, techniques, intervenants (artistes, animateurs, stagiaires) et de la spécificité de chacune d'elles. Pour avoir une idée du travail opéré cette saison sur le conte, on pourra se référer au *Rouge et Noir* de mars 79 (n° 102). Aujourd'hui, nous avons choisi de mettre l'accent sur les ateliers du secteur Arts Plastiques qui ont eu lieu à l'occasion de l'exposition « 300 affiches politiques et culturelles », d'une part en demandant à Yann Pavie de situer ces travaux dans l'activité d'ensemble de son secteur et, d'autre part, en donnant la parole à une partie des acteurs en publiant de larges extraits du bilan oral des participants au stage animé par Roman Cieslewicz. Mises à part quelques modifications de forme nécessaires à la compréhension, nous avons laissé à celui-ci son style parlé : la grammaire en prend sûrement un coup mais la relation du stage (opérée à chaud à l'issue de celui-ci) y gagne en vérité et en spontanéité.

J.L.

De la théorie...

Q. - Pourquoi, à propos de l'exposition « 300 affiches politiques, sociales et culturelles » avoir proposé deux stages, l'un avec le collectif Grapus, l'autre avec Roman Cieslewicz ?

Yann Pavie : Ce sont moins des stages que des ateliers. Comment s'insèrent-ils dans le processus d'un travail « arts plastiques » ? D'une façon très pragmatique, je me suis rendu compte qu'une programmation dans ce secteur, dans une Maison de la Culture, pouvait être plus ambitieuse, plus complète, en tout cas, différente de ce qu'elle est dans d'autres lieux tels les musées. Il me semblait que dans un processus d'activités alliant exposition, invitation à des créateurs de séjourner et travailler ici, mise en rapport de ceux-ci avec une fraction déterminée du public - que la Maison de la Culture veut privilégier (secteur enfance et entreprises) cette formule d'atelier était tout à fait pertinente pour aller un peu loin dans cette relation, dans cette rencontre. L'atelier permet un dialogue, un questionnement permanent pendant X jours avec le ou les

auteurs. Ce dialogue va des questions techniques, pratiques, à un échange sur des idées, plus réflexif en tout cas. De ce point de vue, l'atelier, organisé en octobre 76, avec Ernest-Pignon-Ernest avait été exemplaire. Enfin, cela correspond aussi à une certaine orientation de la politique d'exposition en direction de créateurs avec lesquels ce type de rencontre, d'échange soit possible, d'autant plus mise en œuvre qu'elle correspond à une attente diffuse de nos interlocuteurs, notamment ceux issus du secteur des entreprises.

Q. - Crois-tu que cette pratique des ateliers constitue un moyen privilégié de rentrer en relation avec une catégorie de population que l'exposition ne toucherait pas en tant que telle ?

Y.P. : Pour moi, c'est tout à fait clair. Dans la mesure où l'exposition, aussi réussie qu'elle puisse être, soit par l'attrait de l'auteur, soit par sa mise en scène, se boucle très vite sur elle-même. Elle n'est jamais que le silence d'un auteur avec le questionnement vivant des spectateurs. Or, il faut faire passer la communication. La seule façon de le faire est simple : elle

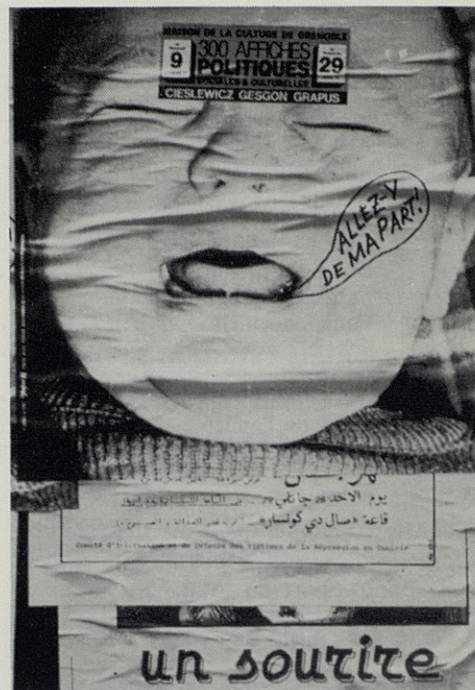


Photo Eric Valette d'Ostia



Travail dans un couloir... faute de mieux.



Projet d'affiches réalisées pendant le stage Grapus.

Photos Jo Génovèse

est verbale, directe, vivante entre un auteur et des gens. Et cette rencontre sera d'autant plus riche qu'elle fonctionnera avec un processus de travail relativement cohérent.

Q. – Est-ce qu'il n'y avait pas, aussi, dans le projet primitif, un aspect plus pratique. A savoir, d'une part, des travailleurs en entreprises dont une bonne partie étaient des militants syndicaux et, d'autre part, un médium, qu'ils sont amenés à utiliser dans leur pratique militante, la fabrication du tract, de l'affiche ?

Y.P. – Oui, c'est là où la définition de ces ateliers se complique. Leur ambition ne consiste pas à s'en tenir à l'apprentissage d'une technique – ce qui serait dérisoire, puisque, en une semaine, on ne peut acquérir que des rudiments ; on ne peut pas contrôler, maîtriser un savoir technique. Mais ce savoir est inclus dans un processus plus ambitieux, car intellectuel, sensible, d'imagination où l'enjeu est le suivant : on part de l'envie, du souhait, du désir de ceux qui veulent suivre ces ateliers, de l'envie, du souhait, du désir des auteurs – ce furent E.-Pignon-Ernest, R. Cieslewicz, Grapus, J.-P. Ramel – et, à partir de cette situation relativement confuse, il s'agit de mener à terme un travail, concrètement.

Q. – Cet aspect du travail de ton secteur ne te paraît-il pas un peu dérisoire ?

Y.P. : Ce n'est pas dérisoire. C'est petit, c'est modeste. Mais il s'agit d'un maillon d'une chaîne. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs, si ce type d'atelier ne se fait pas ou ne se fait que d'une manière ponctuelle. Il y a des freins réels. Ils tiennent à plusieurs choses : d'abord, tous les artistes ne sont pas disposés à cette démarche, parce que ce n'est pas leur préoccupation : ils ne veulent pas accorder un certain temps, une certaine disposition d'esprit à ce type d'activité. Et puis aussi, dans le public, on ne sait pas que des auteurs sont susceptibles de favoriser ou de développer cette préoccupation des gens. On en reste largement à cette idée que le plasticien est une personne enfermée dans sa tour d'ivoire, qui fonctionne très bien dans une idéologie dominante et qui n'a pas d'autre préoccupation que l'exposition, au sens traditionnel du terme, de son travail personnel. Or, l'initiative de l'atelier fait tomber une partie de ces difficultés – et, du coup, n'apparaît pas comme évidente à mettre en place. Mais du fait de son existence même, l'exposition ne devient plus la seule modalité de compréhension des arts plastiques. C'est modeste, ce n'est pas négligeable – et il est important de le dire.

Propos recueillis par Jacques Laemlé

... à la pratique

Bilan du stage R. Cieslewicz

Daniel : *C'est difficile, à la fin, de dire : ça m'a servi. Ce qu'on peut dire quand même, c'est que l'apport de Roman est très important puisque au-delà de la technique qu'on pourrait apprendre facilement dans d'autres organismes, dans d'autres circonstances, il y a l'apport visuel, de technique visuelle, d'aspect de l'affiche, de ce qu'on veut dire, de ce qui est mis en valeur, etc. et ça, Roman le possède assez bien ; il nous a éveillé là-dessus.*

Bernard Cadot : Tu fais le distinguo entre technicien et créateur ?

Daniel : *C'est ça. La technique on peut l'apprendre ailleurs, même, à la limite, on pourrait surtout n'apprendre que la technique.*

Christian : *Y'a rien à dire. C'était bien comme ça ; il suffit de regarder autour (les murs étaient couverts avec les esquisses de tracts, d'affiches) et ça parle. Je pense que c'est une production forte et je suis persuadé, je l'ai senti et je l'ai vu, qu'il y a des gens chez qui ça a fait un dé-clic. Je vois pas que dire de plus. C'est positif.*

Y'a aussi des à-côtés, les rencontres... Je suis dans un milieu où je n'ai pas l'habitude d'être. C'est intéressant même s'il y a des choses qui m'agacent, qui m'emmerdent, c'est quand même intéressant. C'est un apport ça. Et puis j'ai travaillé avec des gens qui ont vu autre chose, j'en suis persuadé. Je ne peux pas parler à leur place, mais j'ai senti ça. C'est ça qu'est bien.

Bernadette : *Moi, en venant ici, je ne savais pas du tout ce qu'était un stage. Ça m'a quand même apporté beaucoup parce que je dirai que je suis peut-être un peu autre, parce que là, il y a beaucoup de militants et que, moi, c'est surtout sur le plan social que je venais chercher quelque chose. Ça n'a pas été du tout négatif de rencontrer d'autres personnes que celles que je vois dans le milieu où je suis, au contraire ; le stage par lui-même m'a apporté beaucoup parce que je recherchais quelque chose sur l'information et qu'au départ je ne pensais pas trouver ; eh bien, ce quelque chose, je l'ai trouvé avec Roman qui m'a bien expliqué certaines choses que j'ignorais totalement et puis alors, je dirais comme Christian, au point de vue de l'ambiance, j'ai trouvé ça très enrichissant aussi.*

Edith : *Un petit reproche au point de vue organisation, c'est d'avoir tiré la sérigraphie à l'extérieur parce que d'une part tous ceux qui ne tiraient pas la sérigraphie n'ont pas vu le travail qu'on a fait et tous*

Deux stages : « l'affiche sociale »

Ils ont été organisés, cette saison, dans le cadre de l'exposition « 300 affiches politiques, sociales et culturelles » qui regroupait, d'une part une rétrospective de l'affiche politique de 1900 à nos jours (collection Alain Gesgon) et d'autre part une partie de la production de l'Atelier Grapus et du graphiste d'origine polonaise, Roman Cieslewicz.

Tous deux étaient destinés en priorité aux militants des comités d'entreprises et des sections syndicales chargés de l'information et de la propagande (mais non exclusivement). Aucun d'eux ne nécessitait de posséder une pratique artistique ou technique préalable. Enfin, il faut préciser que la Maison étant agréée au titre de la Formation Permanente (loi du 16.7.1971), les deux stages entraient dans le cadre du congé-formation – ce qui permettait aux salariés de faire prendre en charge le coût du stage par leur entreprise (coût 1 200 F). Celui-ci étant ramené à 600 F dans les autres cas.

Premier stage :

- du lundi 26 février au vendredi 2 mars 1979.

- animé par trois membres de l'équipe Grapus (Pierre Bernard, Gérard Paris-Clavel, François Miehe).

- 20 participants dont 17 provenant des entreprises suivantes : Neyrpic, Dragon, Rhône-Poulenc Pétrochimie, Eurotungstène, Mairie Grenoble, Thomson-CSF, Becton-Dickinson, Merlin Gerin, Aérospatiale, un enseignant de Collège agricole, un animateur de MJC et un adhérent de la Maison.

Deuxième stage :

- du lundi 16 au vendredi 20 avril 1979.

- animé par Roman Cieslewicz.

- 10 participants dont huit provenant des entreprises suivantes : CENG, CAESSUG-CNRS, Hewlett-Packard, SEMS., BVS, Neyrpic, Maison de la Culture. Les deux autres étant un graphiste et une stagiaire ATAC qui faisait son stage d'animatrice culturelle dans la Maison, cette année.

les problèmes techniques qu'on peut rencontrer : tendre l'écran, préparer l'insolation, tirer, massicoter ; et que d'autre part le travail qu'ils faisaient et qui m'aurait intéressé, je ne pouvais pas le suivre.

Annick : *Je ne suis pas du tout d'accord avec Edith par rapport à la technique, parce que je ne suis pas venue ici pour la technique, parce que le tirage sérigraphique, le tirage offset, je peux le faire à l'extérieur ; mon problème c'était justement de concevoir une affiche, concevoir un tract : c'est ça que j'avais envie d'apprendre et que j'ai appris au stage. L'affiche que j'ai conçue, que j'avais besoin de concevoir, je l'ai faite et je sais que le ti-*

rage je vais le faire, la semaine prochaine, dans un atelier sérigraphique où j'apprendrai. Mais pendant le stage, j'avais envie d'apprendre toutes les possibilités qui existaient; cinq jours, c'est suffisant, parce que c'est fatigant, qu'on a pas l'habitude de travailler avec sa tête comme ça et donc faire deux semaines de suite, c'est impossible. Par contre, ce qui serait intéressant c'est de mettre en pratique tout ce qu'on a appris et, au bout de six mois, de refaire un autre stage pour approfondir.

B. Cadot : Tu voulais ajouter quelque chose ?

Annick : Oui. Les stages qui se font à la Maison de la Culture, c'est quelquefois un peu confidentiel. Je souhaite qu'on montre un peu aux gens qui viennent dans la Maison qu'il y a des stages et qu'il en sort des choses; des bilans de stages.

B. Cadot : Dans le journal ?

Annick : Dans le journal c'est déjà pas mal, mais si, un jour, il y a une autre expo d'affiches... J'ai trouvé ça très bien tout ce que le stage affiche précédent avait fait sur les murs de la Maison de la Culture (1). Quelquefois on trouve que la Maison de la Culture a un côté intellectuel, c'est toujours les mêmes qui y viennent; il faut montrer que même quand on vient d'une entreprise on fait des choses et que ça se fait à la MC et que ça vient d'une entreprise; démystifier le côté intellectuel de la MC en montrant ce qu'on a fait dans les salles.

(1) Stage animé par le collectif Grapus. A l'issue du stage, une bonne partie de la production effectuée - affiches, banderoles, slogans, etc. avait été collée sur les murs de la Maison. Et assez vite décollée à l'initiative des services techniques de la mairie qui ont dû penser à un affichage sauvage intempêtif sur les murs d'un bâtiment public !

Richard : Sur le déroulement du stage, je pense qu'on a pris celui-ci un peu à l'envers. Le travail fait sur l'affiche aurait été plus profitable si on avait pu faire avant le travail sur le photomontage, le travail sur le tract; cela nous aurait obligé à travailler beaucoup plus sur la mise en forme, la mise en page, l'équilibre des couleurs, des formes, et ça nous aurait un peu déblayé le chemin pour arriver à ce qu'on a fait ici - qui était d'une autre dimension. Mais ça s'est bien passé aussi comme on l'a fait.

Du point de vue matériel, on avait à peu près tout ce qu'il fallait sous la main; pour la sérigraphie, j'ai été content de faire cette affiche, parce que je voulais maîtriser tout le processus, c'est-à-dire la conception, la discussion, le thème déjà, l'élaboration et ensuite l'exécution pratique, matérielle. Et je crois que la réalisation, c'est aussi important. Dans le contexte d'une entreprise, dans le cas d'un conflit, de luttes, je crois que c'est important d'associer les gens; que les militants, les grévistes participent à ça et que ce travail de réalisation pratique, de nettoyage de cadre soit posé concrètement et pas seulement l'aspect intellectuel de la démarche parce que c'est aussi la maîtrise du moyen de production. Le travail sur le tract m'a beaucoup plu aussi. Maintenant, je me pose la question: va-t-on pouvoir un jour sortir des tracts comme ça? Je crois que le stage a bien rempli son rôle de déblocage, d'ouverture de portes, d'ouverture de pistes qu'on peut pousser plus loin pour sortir de notre routine...

B. Cadot : Sur le fait d'avoir commencé par l'affiche, on était tenu par une contrainte de temps. Compte tenu des dé-

lais de temps, photogravure et impression, il fallait commencer par là.

Michel : On aura de meilleurs outils, nous les militants, pour travailler, c'est évident. On a tous appris quelque chose, même entre nous déjà, ça donne de l'émulation de travailler ensemble. Parce que chacun dans son coin, même avec un bon professeur, même avec Roman, ça ne serait pas aussi bon. On a fait ce qu'on voulait faire, un travail collectif à l'image de ce qu'on fera dans l'entreprise, du moins de ce qu'on espère pouvoir faire dans l'entreprise.

Pour ce qui est du déroulement du stage, il y a eu quelques petits temps morts. Mais ce qu'on peut dire au moins, c'est que ça n'a pas été directif; on voulait faire quelque chose, c'est quand même important d'être motivé pour faire quelque chose. Pour la pratique, je suis tout à fait partisan qu'on prenne un travail au départ et qu'on aille jusqu'au bout. Maintenant, si je dois faire de la sérigraphie, j'hésiterai avant, parce que je me dirai: il faut être plusieurs pour le faire, y a un sacré boulot; c'est pas simple à faire.

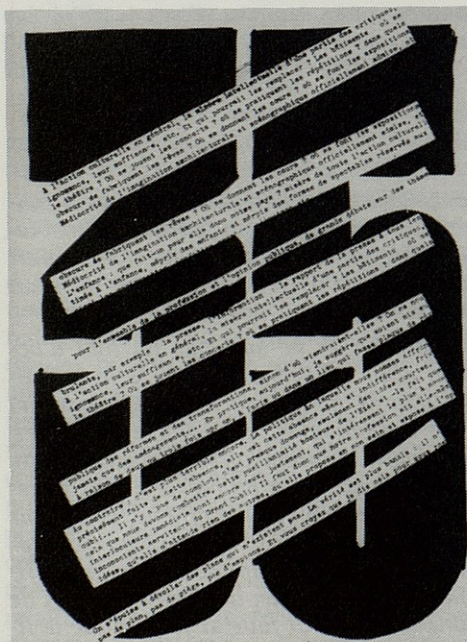
Le tract, c'est un peu moins compliqué; c'est vrai qu'on en fait déjà pas mal, mais on a ouvert d'autres horizons, c'est un peu hardi. On se demande si on pourra le faire après !

Pour l'affiche, c'est sûr qu'on a fait un grand pas en avant. Du moins pour mon propre compte, car j'étais pas trop fort là-dessus. A part le « casse-croûte » ou « le tricot », comme on veut (2). Pour la disposition, avant je n'étais pas assez osé, certainement. Maintenant je n'hésiterai plus, je ferai de grands points, de grandes flèches (rires), enfin sans exagération: quand même pas que des points et des flèches, un peu de textes quand même avec.

De toute façon, un stage comme celui-ci, il faut le digérer. Après une bonne digestion, on verra ce qui restera. Et c'est ce qui reste qui est important.

Monique : Ce qui est important, c'est ce qui va se passer après. Pour le moment ce que j'ai bien aimé, c'est que c'était pas directif et finalement c'était très efficace parce qu'on nous a, à chaque fois, mis dans la position dans laquelle nous sommes quand on travaille. Ça m'a beaucoup étonnée que mardi matin, dès la première heure, on nous a mis à faire une affiche et j'ai cru qu'on ne tiendrait pas le coup. Ce que j'ai trouvé intéressant c'est que chacun, soi-même, on n'avait pas d'idée, et rien que le fait de parler, on est arrivé à faire quelque chose ensemble. Sûrement que Roman y est pour beaucoup et que seuls, nous n'aurions pas sorti la même chose. Jusqu'à cette « affiche tricot »

(2) Termes désignant une affiche composée d'un texte si dense qu'elle devient illisible.



Maquettes de tracts réalisés pendant le stage Cieslewicz sur le thème des 35 heures de travail par semaine.

musique

du jazz à grenoble. oui, mais...

C'est un fait : aujourd'hui le jazz est bien implanté à Grenoble. Non sans mal. Le climat général ne s'y prête guère. Au niveau national, il est ignoré : les conservatoires le boudent, l'école suit et bien peu nombreux sont les professeurs de musique qui s'y intéressent. L'Etat, depuis belle lurette a baissé les bras : les quelques festivals de « prestige » lui suffisent. Un exemple récent de ce désintérêt : la mise à mort du C.I.M. (1), un des seuls lieux subventionnés où il se passait quelque chose en jazz. Alors, ici, qu'a-t-on fait ? Que fait-on ? Rouge et Noir essaie de faire le point tout en mettant l'accent sur le rôle de la Maison de la Culture pour la diffusion de cette musique et les moyens mis en œuvre pour en faciliter l'approche.

Créer l'événement

Si Grenoble est aujourd'hui une des cinq villes de France où il se passe quelque chose en matière de jazz, ce n'est pas tout à fait par hasard. Depuis de nombreuses années, en effet, existe une tradition qu'un organisme comme le Jazz-Club a fortement contribué à développer. A l'origine, outre ses concerts hebdomadaires exclusivement orientés vers le jazz traditionnel, il favorise la création d'orchestres amateurs auxquels il offre des possibilités et un lieu – son caveau de la rue Berlioz – pour jouer et se produire. A partir de 1970, le Jazz-Club accueille des orchestres « invités », au cours de concerts réguliers.

Devant l'engouement du public, le Théâtre Municipal, en voisin, ouvre ses portes, fournit un soutien financier et permet ainsi une programmation plus étendue et de meilleures conditions d'écoute. Très vite, le nombre d'adhérents se multiplie, les concerts se diversifient et, en 1973, un projet de mini-festival voit le jour : « A l'époque, explique Nicole Martin-Raulin, animatrice du Jazz-Club pendant cinq ans, nous n'avions aucune ambition particulière sinon celle de créer l'événement. » C'est alors qu'une première collaboration avec la Maison de la Culture s'amorce et que le Jazz-Club se structure et s'affirme dans la vie musicale de Grenoble. Il continue, depuis, à proposer des concerts, tout en mettant fortement l'accent sur le développement d'ateliers et d'animations en collaboration avec l'ADDIM (2) notamment. Depuis peu, d'autres associations telle Ventilator se sont fondées et se battent pour faire connaître des formes musicales, dont le jazz, considérées encore comme marginales. Par ailleurs, de temps à autre, fleurissent



Photo Jo Génovèse

« Je pense que la musique, en tant qu'expression du cœur humain, ou de l'être humain lui-même, exprime ce qui se passe. Je pense qu'elle exprime tout – toute l'expérience humaine au moment précis où elle est en train de s'exprimer. »
John Coltrane

sur les murs de la ville des affiches annonçant un concert de jazz, à l'initiative de tel ou tel organisme. Concerts quelque peu parachutés affirment certains, peut-être ; ils participent néanmoins à l'émulation générale.

Les « 5 Jours de Jazz » à Grenoble et leur évolution

C'est en 1974 que les « 5 Jours » s'organisent réellement avec une concertation entre le Théâtre Municipal, la Maison de la Culture et le Jazz-Club. Cette concertation est rendue possible grâce à une subvention versée par la Ville de Grenoble au Jazz-Club. Ce dernier, en effet, ne possède pas la surface financière d'un

organisme subventionné comme la Maison de la Culture. A partir de 1977, on assiste à un élargissement des partenaires : Service d'Intervention Culturelle de la Ville, Bibliothèque-discothèque de Grand'Place, puis CEPASC (association culturelle de la Villeneuve) et Musique pour Tous en 1978 ; de ce fait les « 5 Jours » deviennent un ensemble de manifestations éclatées à travers la ville : des concerts, mais aussi des animations, des films et des rencontres avec des musiciens professionnels.

L'originalité de cette manifestation ne réside pas là, mais plutôt dans le choix volontariste de mettre l'accent sur *le jazz en train de se faire*. Au départ, les « 5 Jours » ne présentaient pas une spécificité

(1) Centre d'Informations musicales dont le siège est à Paris auquel le ministère a annoncé la suppression de sa subvention pour 1980, ce qui signifie purement et simplement l'obligation d'arrêter toute activité.

(2) Association départementale pour la diffusion et l'information musicales.

particulière : festival parmi quelques autres, ils permettaient l'expression de toutes les tendances depuis le blues jusqu'au modern jazz et au free. Très vite une orientation sur le jazz contemporain s'est dessinée. « Au début, explique Nicole Martin-Raulin, c'est surtout le désir de faire partager un certain enthousiasme qui a dominé. Progressivement, nous avons senti que le jazz était une musique dont il fallait structurer la diffusion d'une façon rigoureuse tout en affichant des parti pris. Nous avons donc lutté non seulement pour faire accepter un jazz contemporain qui ne soit pas forcément commercial, mais aussi pour faire admettre des musiciens qui veulent rompre avec une tradition culturelle complètement récupérée. » Bien sûr, cela n'a pas été du goût de tout le monde. Mais la réponse d'un public nombreux et relativement jeune a fortifié les différents organisateurs dans la voie qu'ils s'étaient tracés ; quitte, quelquefois – et pas seulement pour des raisons financières – à revenir à des sentiers plus connus...

En 1978, les « 5 Jours » s'étoffent : Grand'Place reçoit des orchestres régionaux et des pianistes solo ; de multiples projections de films (CIM), des écoutes de musique enregistrée ont lieu à la Maison de la Culture, à la Salle des Concerts et à l'Espace 600 de la Villeneuve. Effort supplémentaire d'ouverture : toutes ces animations sont gratuites. Un des concerts, celui du Globe Unity Orchestra est donné sur le campus (en collaboration avec Musique pour Tous). Les ateliers se multiplient à la Maison de la Culture : un atelier vocal avec Christiane Legrand ; une approche de la création individuelle et collective ainsi que des ateliers de contrebasse et percussions avec le Workshop de Lyon ; sans compter une exposition de pochettes de disques de jazz et un colloque réunissant un certain nombre de producteurs français et européens qui tentent

Sam Rivers



de promouvoir le jazz contemporain et ses musiciens. D'autres ateliers naissent à l'initiative du Jazz-Club dans différents lieux. Bref, les « 5 Jours » bougent.

Ce développement devait d'ailleurs trouver lors des deux dernières saisons un prolongement dans l'activité musicale de la Maison. L'animateur Musique, Jean-François Héron, estimant que « le jazz est un des types de musique à faire connaître et à promouvoir au même titre que la musique classique ou contemporaine » s'emplya, secondé par Nicole Martin-Raulin, à déborder largement le cadre de programmation des « 5 Jours » en organisant des concerts mensuels sous le titre « Une ville, un jazz ». C'est le même désir d'élargir la connaissance du jazz qui les amena à proposer, en mars 79, un stage qui ne manquait pas d'originalité.

Un stage « découverte de la musique de jazz »

Très souvent, des ateliers instrumentaux sont proposés à des musiciens amateurs au cours de tel ou tel festival. L'originalité du stage organisé cette année à Grenoble réside à la fois dans sa forme, son contenu et ses objectifs. Encadré par des spécialistes tels Didier Levallet, Denys Constant, Serge Loupien et des musiciens dont André Jaume, Jacques Panisset et Alain Brunet, il s'adressait à toute personne désireuse de s'initier ou de se perfectionner dans l'écoute et la connaissance de cette musique sans pour autant pratiquer un instrument. Voici comment Serge Loupien en a rendu compte dans Jazz-Magazine (3) :

« Côté nouveauté enfin, était organisé, sous les auspices de la Maison de la Culture, un stage ouvert dans le cadre de la formation permanente à l'échelon national. Il avait pour but d'essayer de couvrir, de la façon la plus exhaustive possible pendant une semaine et demie, l'histoire du jazz, des origines à nos jours. Auditions, discussions, rencontres avec musiciens et journalistes, visite des ateliers, projections de films, etc. : les douze stagiaires présents eurent à ingurgiter et assimiler (?) un maximum d'éléments en un minimum de temps. Du bilan final, nous retiendrons la satisfaction quasi générale des participants, mais aussi la mise en évidence d'un certain nombre d'imperfections et de lacunes inhérentes à toute première expérience de ce type. Il est également apparu que de Coltrane à Portal, d'Ornette à Derek Bailey, c'est-à-dire dans tout le jazz contemporain, à l'exception du jazz-rock où, bien sûr, il est difficile de s'égarer au regard des sonorités conventionnelles, le "free", sans que l'on sache précisément de quoi il retourne, de-

meure pour beaucoup une espèce d'épouvantail. Et les débats suivant chaque concert ne furent pas que peu passionnés. »

Sa durée (10 jours), dans un créneau de dates hors des vacances scolaires a sans doute été un des facteurs déterminant dans le taux peu élevé de participation. Par ailleurs, les délais d'information relativement courts n'ont certainement pas permis à ceux qui pouvaient se trouver intéressés de prendre leurs dispositions pour y participer. A preuve, le grand nombre de demandes de renseignements émanant de particuliers mais aussi d'organismes intéressés par la démarche, montre l'intérêt que le contenu du stage suscitait. Peut-être, d'ailleurs, provoquera-t-il des initiatives semblables dans d'autres villes organisant des festivals de jazz ?

Et le public ?

En examinant les bilans successifs des « 5 Jours », une première constatation s'impose : le taux de fréquentation ne cesse de croître et ceci malgré le parti pris « jazz contemporain ». Une évolution certaine du public grenoblois permet l'accueil et l'écoute de concerts plus difficiles qu'il y a quelques années. De plus, pour les « 5 Jours » 1979, la Maison a tenté un pari relativement risqué – nous étions en pleine saison de ski – qui consistait à regrouper sur un week-end plusieurs concerts importants (Horace Silver, le FIG, Sam Rivers). Et cela a marché, même très bien marché. « Le refus de nous laisser guider dans le choix des concerts par le seul taux de fréquentation et les équilibres financiers a permis aux Grenoblois, précise Jean-François Héron, de découvrir les tendances actuelles en matière de jazz ou de musique improvisée et nous espérons pouvoir poursuivre sur notre lancée. » Par contre, la fréquentation des concerts mensuels et pourtant très éclectiques de la série « Une ville, un jazz » est moins importante. Le public, dans sa grande majorité, reste encore assez sensible aux « noms » et au vedettariat. La renommée d'un orchestre constitue souvent un critère important de choix, alors que de petites formations professionnelles ou semi professionnelles de qualité sont loin d'être aussi bien accueillies. Aussi la Maison, notamment pour des raisons financières, cherche-t-elle à limiter les risques d'une programmation extensive. « Il va falloir procéder à une certaine révision et adapter notre propos aux réalités actuelles qui sont : une certaine dispersion du public et la multiplication des intervenants en matière de jazz au niveau de la région grenobloise. » On en est là. Et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prédire que les concerts de jazz – hors des

(3) Jazz Magazine n° 274, avril 1979.

5 Jours – ne seront plus aussi nombreux dans les années à venir que lors des deux dernières saisons.

Malgré des perspectives d'avenir peu réjouissantes, la nécessité d'un travail d'approche et de connaissance du (des) jazz demeure. C'est pourquoi la Maison, de novembre 78 à février 79, a proposé des animations « jazz » à ses collectivités adhérentes : 90 ont répondu (la majorité provenait du secteur scolaire) ; 70 demandes ont pu être satisfaites.

Eveiller et développer une sensibilité musicale

Le jazz fait partie de la « Musique », voilà une évidence dont on pourrait douter tant il est mal connu, voire ignoré ; sa complexité le rend – il est vrai – d'un accès difficile. La mince présence d'enfants et d'adolescents aux concerts est significative : l'ignorance qu'ils ont du jazz entraîne fréquemment une réaction de rejet. Il faut dire à leur décharge que la musique, dite de jazz, qui leur est trop souvent proposée par les médias, apparaît comme aseptisée, normalisée et commerciale. Or le jazz, comme le précise Philippe Carles (4), « n'est pas une musique œcuméni-

(4) in *Free-Jazz et Black Power* (en collaboration avec J.-L. Comolli), Ed. Champ Libre.

Musique et politique

... Il y a chez certains musiciens de free-jazz un parti pris d'agressivité sonore : il ne suffit pas à expliquer l'agressivité qu'on leur montra. C'est que la nouvelle musique rompit avec certaines bonnes vieilles traditions du jazz, qui avaient leurs amateurs et avaient installé nombre d'habitudes, de certitudes, de comforts. Se trouvait atteinte en même temps une certaine idée de la fonction et de la beauté de la musique : une conception de la jouissance esthétique et de la consommation culturelle régies par l'idéologie dominante dans les sociétés capitalistes et marquées, donc, du sceau de la civilisation occidentale.

Non seulement la nouvelle musique se produisait et se jouait selon d'autres normes esthétiques et d'autres codes culturels que les nôtres, non seulement elle transgressait la plupart des règles alors tenues pour spécifiques du jazz – mais elle prétendait porter témoignage sur l'oppression des Noirs américains, exprimer leurs révoltes, et même jouer un rôle dans leur lutte révolutionnaire. Bref, elle mêlait l'immiscible : musique et politique.

Philippe Carles
et Jean-Louis Comolli



Nicole Martin Raulin et le bassiste John Burr, au cours des « 5 jours de jazz à Grenoble », 1979.

que, mais une musique de divisions, de tensions non résolues, de blessures non refermées ». Et l'école ? son attitude se résume en trois mots : le jazz, connais pas. Paradoxe : c'est essentiellement le secteur scolaire et éducatif qui a le plus largement répondu à l'offre d'animations... Pourtant, comme le souligne l'animateur musique, « le projet d'animations était au départ un projet de sensibilisation tous azimuts, sans restriction de public ni d'âge. Il s'agissait de provoquer un premier contact entre un auditoire non averti (souvent même non prévenu) et la (les) musique(s) qui relèvent de l'étiquette jazz, à travers une animation comportant un survol de l'histoire du jazz de ses origines à nos jours et une introduction au rôle joué par un instrument, le piano, dans cette histoire ». Le caractère historique et didactique de ces animations, assurées par Nicole Martin-Raulin, permettait de situer l'évolution du jazz dans un contexte historico-politique dans lequel, plus que toute autre musique, il est ancré. Comprendre comment du gospel, puis du blues on en arrive au middle puis à la révolution du be-bop dans les années 40-45 et au free vers 1960, c'est se donner des clefs pour sentir et apprécier les luttes et les espoirs dont ces courants sont porteurs.

Les animations intégrées au cadre scolaire ont eu un impact différent selon les motivations des enseignants et la préparation des élèves, sans compter les conditions matérielles de leur déroulement : rassembler plusieurs classes dans un local exigu (ou dans un gymnase) ne favorise pas forcément une bonne écoute... Pourtant le cadre scolaire malgré ses contraintes et le caractère souvent obligatoire de

l'animation a été pour beaucoup de jeunes l'occasion de découvrir cette musique multiforme.

Au niveau des collectivités d'adultes (peu nombreuses il est vrai), un très grand intérêt s'est manifesté pour mieux connaître le phénomène de la musique jazz. Par contre, dans les collectivités éducatives non scolaires (MJC par exemple), il semble que ce type d'animation n'ait pas eu l'audience escomptée : soit parce que son caractère didactique s'adaptait mal à leur démarche, soit parce que leur structure qui privilégie rencontres et activités, ne favorisait pas l'écoute musicale en tant que telle...

Des jalons pour un travail ultérieur en profondeur

L'ampleur des demandes auxquelles, d'ailleurs, la Maison n'a pu faire face, révèle sans doute en partie, la pauvreté du système scolaire et de l'enseignement musical en matière d'approche du jazz, voire de toute musique. Néanmoins la nécessité de prolonger cette première expérience s'impose, quitte à en modifier la forme et le contenu. Pour J.-F. Héron, « il faudrait imaginer autre chose ; tenter, par exemple, auprès des animateurs de groupes, un travail plus approfondi qu'ils répercuteraient ensuite sur leurs adhérents, grâce à des méthodes adaptées. Une fois franchi ce premier stade, qui constitue en quelque sorte un stade didactique, il conviendrait de proposer un contact vivant avec des musiciens et une musique en train de se faire ». Propos optimiste dont il reste à souhaiter qu'il puisse être suivi d'effet.

Marie-Françoise Sémenou